

Communiqué de Presse

Deux bénévoles de Human Rights Observers retenue administrative : non à la criminalisation des soutiens aux personnes exilées

Depuis hier, **le 17 novembre à midi**, deux bénévoles HRO sont retenus au commissariat de Coquelles. Alors que trois membres de l'équipe HRO documentaient l'opération d'expulsions des lieux de vie informels où survivent des personnes exilées à Calais, iels se sont **fait contrôler leurs identités** par un groupe de CRS. **Cette compagnie de CRS se montrait agressive** envers l'équipe et les personnes exilées depuis le début de l'opération vers 8h35 et le contrôle d'identité s'est déroulé dans un climat très tendu : « apprenez les lois, ça vous servira », « vous êtes connu.e.s des services de police, vous ? Vous devriez le savoir », « faites pas trop la maligne ».

Deux des membres HRO sont de nationalité britannique, et lorsqu'ils présentent leurs papiers d'identité, les CRS leur demandent **le motif de leur présence sur le territoire**. Iels répondent qu'ils sont venu faire du bénévolat avec HRO. Jusqu'alors, une simple carte d'identité suffisait à un ressortissant britannique pour prouver son identité, mais hier, les CRS **ont saisi l'occasion de ce contrôle pour emmener nos deux collègues subir une vérification approfondie de la régularité de leur présence sur le territoire français**.

Cette décision est totalement **arbitraire**, à la discrétion des agents de police rencontrés sur la voie publique à ce moment-là. Lors de ce contrôle, l'équipe HRO se trouvait en effet dans la rue et, comme à son habitude de travail, ne commettait aucune infraction qui puisse leur être reprochée. **La présence sur le territoire français de nos collègues britanniques est parfaitement en règle** (les tampons présents sur leurs passeports l'attestant), et pourtant, cela fait 22h que X et Z croupissent en cellule au commissariat de Coquelles.

Nous étions déjà exposé.e.s à des amendes abusives, des contrôles d'identités répétitifs, des mises sous pression psychologiques et insultes de la part des forces de l'ordre, et **force est de constater aujourd'hui qu'une nouvelle étape a été franchie dans la mise sous pression des bénévoles à la frontière**. HRO dénonce fermement un harcèlement disproportionné et abusif. **Nous craignons que cela crée un précédent dans le harcèlement policier** de nos camarades britanniques venus en France pour tenter de combler les lacunes de l'État français et britannique. Les ressortissant.es britanniques sont en effet des cibles faciles pour les institutions policières, le Royaume-Uni ne faisant pas parti de l'Union Européenne et ses citoyen.nes devant obtenir des autorisations de séjours particulières ; cela

doit cependant **nous alarmer sur la mise sous pression générale des personnes engagées en France.**

Ces arrestations n'ont en effet rien à voir avec la régularité ou non des bénévoles sur le territoire français mais est **à comprendre comme une volonté institutionnelle de s'attaquer aux soutiens des personnes exilées**, et, de manière générale aux promoteur.ices d'alternatives politiques, comme nous le pouvons voir malheureusement trop régulièrement en France ces dernières années. Nous déplorons le temps qu'il faut à la préfecture pour statuer sur une régularité de séjour qui pourtant apparaît clairement sur le passeport de X et Z ; ces retenues administratives sont donc tout bonnement des **punitions politiques à l'encontre de militant.es.**

Ces arrestations de nos collègues HRO concernent donc toutes les personnes s'engageant contre les politiques gouvernementales répressives et xénophobes en France et nous souhaitons exprimer notre soutien à tous les militant.e.s politiques subissant des violences judiciaires injustes et disproportionnées.

L'équipe HRO
+33 6 51 46 68 81